

DOMINIQUE SCHNAPPER

LA COMMUNAUTÉ DES CITOYENS

Sur l'idée moderne
de nation

nrf essais

GALLIMARD

*À la mémoire
des membres de ma famille,
proche et lointaine,
qui ne furent pas indifférents
au destin de la nation.*

« Assurement, le concept de nation est une
idée mystique, obscure. »

EMILE DURKHEIM

Introduction

LA NATION IDÉELLE ET LA DÉMOCRATIE

Nous vivons aujourd'hui l'affaiblissement du civisme et des liens politiques. Rien ne nous assure que la nation démocratique moderne aura à l'avenir la capacité d'assurer le lien social, comme elle le fit dans le passé. Il n'est pas douteux que l'indépendance et la souveraineté politiques et économiques de chaque nation sont aujourd'hui étroitement limitées par les contraintes liées à la mondialisation des échanges économiques et des relations entre unités politiques. De plus, l'évolution interne des démocraties, où la vie collective semble se concentrer sur la production des richesses et sur leur répartition, tend à miner l'idée politique qui était à l'origine des nations. Au point qu'il paraît impossible aux démocraties d'exiger de leurs citoyens de les défendre au prix de leur vie. Il n'est plus, en démocratie, de sacrifice suprême : l'individu et ses intérêts a pris la place du citoyen et de ses idéaux. Voilà qui conduit à une réflexion rétrospective sur ce que fut la logique présidant à la construction et au fonctionnement de la nation. Il ne s'agit pas de présenter les idées, au sens des représentations, que les hommes se sont faites de la nation : *c'est la logique interne ou l'idée – au sens analytique du terme – de la nation que je m'efforcerai d'analyser ici.*

Le politique et le lien social

L'affaiblissement, sinon le dépérissement de la nation aujourd'hui, universellement constaté, suscite le plus souvent satisfac-

tion et espoirs. Beaucoup adhèrent, même si c'est avec plus de nuances dans l'expression, à l'interprétation que Mario Vargas Llosa proposait, il n'y a guère, dans une conférence intitulée « La démocratie aujourd'hui ». Fiction politique, à la fois tyrannique et inefficace, la nation aurait servi d'alibi aux pires exactions du xx^e siècle. « Si l'on considère le sang qu'elle a fait couler au cours de l'histoire, la manière dont elle a contribué à nourrir les préjugés, le racisme, la xénophobie et le manque de compréhension entre les peuples et les cultures, l'alibi qu'elle a offert à l'autoritarisme, au totalitarisme, au colonialisme, aux génocides religieux et ethniques, la nation me semble l'exemple privilégié d'une imagination maligne ¹. »

Voilà le national au ban des accusés pour avoir déchaîné les passions collectives, les conflits et les horreurs du xx^e siècle. On peut regretter qu'un grand écrivain sud-américain, démocrate, se fasse, à son tour, le porte-parole de ces analyses qui ont le charme du simplisme. Il ne s'agit évidemment pas d'excuser ou de justifier des convictions ou des agissements aussi condamnables que tous ceux qui aboutissent à massacrer les hommes et à effacer les civilisations. Mais les empires, les régimes dynastiques ou théocratiques étaient-ils tolérants et pacifiques? L'histoire a connu les guerres, les tyrannies, la xénophobie et les massacres de peuples avant que naissent les nations politiques modernes. La guerre de Trente Ans au xvii^e siècle n'avait pas été moins coûteuse pour l'Allemagne que les guerres du xx^e siècle. Il avait fallu plus de temps pour relever ses ruines et réparer le malheur des populations. La spécificité du xx^e siècle, de ce point de vue, tient moins à l'existence des nations qu'à l'efficacité technique des instruments de destruction, et surtout au fait qu'on ait appliqué, méthodiquement et bureaucratiquement, l'esprit rationnel de l'homme à l'ambition, formulée et organisée par un Etat, d'éliminer physiquement des peuples dans leur totalité. A partir du moment où l'ordre politique est organisé en nations, les guerres et les contraintes de la vie collective qu'entraînent inévitablement l'organisation et la centralisation politiques sont nationales. Cela ne signifie pas pour autant que le national *en tant que tel* soit responsable du déclenchement des conflits. Lorsque l'ordre politique est organisé en nations, les guerres sont nationales; lorsqu'il était fondé sur des principes dynastiques, religieux ou impériaux, elles étaient dynastiques, reli-

gieuses ou impériales. Il ne suffirait pas de supprimer les nations, « alibis à l'autoritarisme, au totalitarisme, au colonialisme », pour que le monde connaisse la démocratie mondiale, que Mario Vargas Llosa appelle de ses vœux, fondée sur les échanges économiques pacifiques et la protection des petites cultures authentiques. Cela ne signifie pas non plus qu'on puisse assimiler toutes les formes nationales, démocratiques, autoritaires ou totalitaires, et les condamner également *sans tenir compte de leur régime politique*.

La démocratie moderne est née sous forme nationale. La nation moderne, dont l'idée naquit en Angleterre à partir du xvi^e siècle, est apparue depuis la Révolution américaine et la Révolution française comme l'organisation politique légitime et universelle. Dans tous les mouvements nationalistes de l'Europe de l'Est tout au long du xix^e et du xx^e siècle, puis dans le reste du monde, la revendication de l'indépendance et de la souveraineté nationales ne se séparait pas de l'aspiration à la démocratie et de l'espoir d'émanciper les hommes. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la nation apparaissait comme le moyen de respecter ce qui est véritablement humain en l'homme, c'est-à-dire son autonomie, que symbolisent les valeurs d'égalité et de liberté. En ce sens, « la nation a pour principe et pour finalité la participation de tous les gouvernés à l'Etat. C'est pour participer à l'Etat que les minorités réclament que leur langue soit reconnue (...) Renier la nation moderne, c'est rejeter le transfert à la politique de la revendication éternelle d'égalité² ».

La légitimité politique n'était désormais plus fondée sur la tradition dynastique et religieuse, mais sur le principe de la souveraineté des peuples. Malgré leur opposition, au moins apparente, Fichte, en écrivant ses *Discours à la nation allemande* après la débâcle de la Prusse à Iéna en 1806, Renan, en prononçant sa célèbre conférence, *Qu'est-ce qu'une nation ?* en 1882, à la suite de la défaite de la France pendant la guerre de 1870, s'interrogeaient l'un et l'autre sur cette nouvelle légitimité. La nation, en tant que source de la souveraineté, n'était pas née de rien, avec Sieyès et l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme, affirmant que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ». La nation, qui s'autoproclamait en 1789 nouvel acteur historique, héritait de tout le travail de centralisa-

tion politique et d'élaboration de l'Etat central que la monarchie avait mené pendant des siècles. Mais la Révolution, en fondant désormais la légitimité politique sur la volonté des peuples, consacrait symboliquement en Europe une rupture fondamentale, sur laquelle nous vivons encore.

Par-delà le principe même de la légitimité politique, c'était le fondement du lien social qui était remis en cause. A l'âge des nations, le politique remplace le principe religieux ou dynastique pour unir les hommes. Dans toute nation démocratique, le politique institue le social³. Dans une société où, pour emprunter le langage de Tocqueville, s'étaient évanouies les différences héréditaires de rang et s'était établie l'égalité des conditions, la valeur sociale essentielle cessait d'être l'honneur – défini par la place que l'individu occupe au sein d'un groupe familial ou statutaire particulier, à l'intérieur d'une société fondamentalement inégale et hiérarchisée – pour être désormais l'égalité de tous les êtres humains en tant que tels. La Révolution française avait mis en scène le principe de l'individualisme politique et social radical, lorsque furent abolis, pendant la Nuit du 4 août 1789, les statuts inégaux et les liens de dépendance entre les hommes. Chacun des citoyens, investi d'une parcelle de la légitimité politique, se voyait désormais conférer les mêmes droits et les mêmes devoirs, abstraitement définis, consignés et consacrés par le droit. La citoyenneté n'était pas seulement un attribut juridique et politique, au sens étroit du terme. C'était le moyen assuré d'acquérir un statut social, la condition nécessaire – même si elle n'était pas concrètement toujours suffisante – pour que l'individu puisse être pleinement reconnu comme un acteur de la vie collective.

Mais au sein de la nation démocratique naissait aussi une société productiviste, où les individus devenaient progressivement plus soucieux de leurs intérêts et de leurs satisfactions que de leurs devoirs civiques. Seuls les Occidentaux modernes ont érigé les faits économiques en un système distinct. L'ethos aristocratique de l'honneur faisait place à l'éthique bourgeoise du travail. Aujourd'hui, la logique productiviste-hédoniste, intimement liée à la fois à l'ambition démocratique et à l'efficacité de la production, tend à primer sur les valeurs proprement politiques. L'emploi fixe la position de l'individu, organise son rapport à la société et aux autres, contribue à définir son identité sociale et personnelle. La

participation à la vie économique est progressivement devenue la source essentielle du statut social. On justifie la démocratie moins par les valeurs qui ont fondé le projet politique des grandes démocraties occidentales – liberté, égalité – que par le fait qu'elle fait profiter tous ses membres des bienfaits de la richesse collective. La dimension économique et sociale de la vie collective s'impose désormais aux dépens du projet politique. L'Etat-providence, fruit des ambitions démocratiques, tend à transformer une part toujours accrue de la population en producteurs-consommateurs, en prestataires-bénéficiaires de services sociaux, plutôt qu'en citoyens. Mais les liens et les échanges qu'instaure la participation à l'activité économique, les transferts de ressources et les interventions de l'Etat dans l'ordre du social ne sont pas de même nature que le lien national, qui était essentiellement politique. Si le lien social se réduisait à la seule collaboration imposée par le travail collectif, à la seule solidarité objective que crée le système de redistribution et à l'intégration des catégories marginales par la politique d'intervention sociale, la réalité et l'idéal du citoyen, qui sont au fondement de l'idée de nation, ne s'affaibliraient-ils pas au point de menacer ce que Durkheim appelait la cohésion sociale ? L'affaiblissement de la nation politique ne risque-t-il pas d'entraîner celui du lien social ?

Les réticences des sociologues

Les sociologues, quelles que soient leurs sensibilités, ont sous-estimé le fait que, dans la société moderne, le lien social était désormais essentiellement politique, c'est-à-dire national. C'est qu'ils ont une réticence quasi professionnelle à penser le politique : la pensée sociologique s'est en effet fondée au XIX^e siècle en renversant l'idée, héritée de la tradition philosophique, de la primauté du régime politique sur l'organisation économique et sociale et en analysant la place du social *en tant que tel*. Or c'est d'abord en termes politiques qu'il faut analyser la nation, en faisant leur place à la fois aux représentations et aux institutions par lesquelles elle s'établit et se maintient.

Emile Durkheim, Max Weber et Marcel Mauss ont vécu plus profondément leur appartenance nationale que leur origine

sociale. Durkheim, patriote fervent, a analysé le patriotisme en termes moraux : « Toutes les sociétés dont l'homme fait ou peut faire partie n'ont pas une égale valeur morale. Or, il en est une qui jouit sur toutes les autres d'une véritable primauté, c'est la société politique, c'est la patrie, à condition, toutefois, qu'elle soit conçue, non comme une personnalité avidement égoïste, uniquement préoccupée de s'étendre et de s'agrandir au détriment des personnalités semblables, mais comme un des multiples organes dont le concours est nécessaire à la réalisation progressive de l'idée d'humanité ⁴. » Pourtant, s'il n'ignorait évidemment pas la distinction entre la société politique et l'Etat, le sociologue Durkheim est passé de la réflexion sur la nation, dans ses premiers textes de 1885, à l'analyse de la société « en tant que système de normes ». Il a implicitement admis que la société coïncidait avec la nation. Il tombait ainsi sous le coup de la critique que fait Norbert Elias à la plupart des sociologues qui se dispensent « de l'obligation assez désagréable de reconnaître que les limites d'une société par rapport à une autre coïncidaient le plus souvent avec des frontières étatiques ou peut-être avec des frontières ethniques ⁵ ». En d'autres termes, il refusait de prendre en compte l'une des spécificités des sociétés modernes, à savoir que le lien social est d'abord national.

Les textes de Mauss et de Weber consacrés à la nation sont restés inachevés. Il ne faut pas tirer trop de conclusions de ce fait : c'est le cas d'une grande partie de leur œuvre. On traite volontiers aujourd'hui avec quelque hauteur leurs analyses. Le premier aurait été aveuglé par l'attachement que les juifs français portaient à la France depuis l'Emancipation, en refusant de voir les ambiguïtés de la politique dite d'assimilation ; le second, oubliant la neutralité axiologique du savant, qu'il préconisait, aurait participé avec enthousiasme au nationalisme exacerbé de l'empire wilhelmien : « Je n'ai jamais considéré la politique que du point de vue national, non seulement la politique étrangère, mais toute politique en général ⁶. » L'un et l'autre seraient ainsi responsables de la faiblesse de la réflexion sociologique sur la nation. Pourtant, à condition de faire abstraction d'un style lié à l'époque des conflits entre nations européennes, leurs analyses sont loin d'être négligeables. Si les textes du nationaliste Max Weber sont les plus nombreux, la pensée du savant ne se réduit pas à une simple contribution à l'idéologie de l'impérialisme wilhelmien. Quant au

texte inachevé de Mauss, il contient les éléments d'une théorie de la nation.

C'est depuis la Seconde Guerre mondiale que la pensée sociologique, sous la domination, directe ou indirecte, du culte marxiste des forces productives, qui rencontrait paradoxalement « l'économisme » libéral des théoriciens du développement, dont Walt Whitman Rostow aura été le héraut, a évacué la dimension proprement politique. Les chercheurs en sciences sociales se sont efforcés d'interpréter la naissance des nations à partir des conditions techniques et économiques : organisation d'un marché toujours plus large jusqu'à devenir mondial, industrialisation, moyens de communication, rapports de production capitalistes, besoin de former les hommes à la culture industrielle⁷. L'effort théorique pour penser la nation en soi n'a guère été repris. Seul Norbert Elias a proposé une analyse de l'intégration progressive des hommes par les grandes monarchies nationales, en décrivant le processus séculaire par lequel ils ont intériorisé la nécessité de contrôler leurs pulsions naturelles et émotionnelles, en particulier sous l'effet de la société de cour. Mais son œuvre a été tardivement reconnue ; son influence commence seulement à se faire sentir chez les historiens et les sociologues.

La critique romantique de la modernité rationaliste et abstraite, qui inspire souvent les sociologues, s'est en effet volontiers portée sur la nation, forme spécifiquement moderne de l'ordre politique, dont l'abstraction et l'ambition de rationalité sont condamnées comme inhumaines. Depuis les années soixante-dix, la plupart des chercheurs ont dénoncé, implicitement ou explicitement, la politique d'assimilation nationale, aussi tyrannique qu'inefficace. Vargas Llosa encore : « La chose extraordinaire est qu'en dépit de l'énergie fabuleuse investie par les plus anciennes nations pour créer ce dénominateur commun, ce " nous " protecteur et isolant, ce qui est chaque jour plus évident, c'est le mouvement irrésistible des forces centrifuges qui remet en question ce mythe⁸. » Ils ont particulièrement dénoncé, au nom de l'authenticité et de la valeur intrinsèque de tout particularisme, le jacobinisme français, destructeur des identités particulières. Mais le « colonialisme intérieur » de la Grande-Bretagne n'a pas été jugé avec plus d'indulgence⁹. Pour Anthony Smith, qui a donné à ce point de vue sa forme la plus sérieuse et la plus érudite, la véritable réalité sociale

reste les liens et les appartenances ethniques fondés sur la communauté et l'affectivité. La nation, elle, n'est qu'une société abstraite, qui, au mieux, ne fait que prolonger les mythes, les souvenirs, les valeurs et les symboles – le « système mythico-symbolique » – des ethnies préexistantes et n'a jamais réussi à les transcender¹⁰.

La majorité des chercheurs en sciences humaines, étant donné leur sympathie pour le petit plutôt que pour le grand, pour le naturel plutôt que pour l'artificiel, évoque l'ethnie avec chaleur et condamne, de manière plus ou moins claire, la nation. Cette attitude illustre la « tradition sociologique » telle que la caractérise Robert Nisbet : nombre de sociologues ont une attitude fondamentalement critique envers la société moderne – même si, dans leur immense majorité, ils font des choix politiques « progressistes¹¹ ». Une sorte d'« anarcho-marxisme » les conduit à dénoncer volontiers les contraintes de la vie collective et à refuser de penser les conditions concrètes de la vie démocratique. Les sociologues, par ailleurs, sont volontiers assimilés à leur objet d'étude : ceux qui traitent des divisions, des conflits, des fractures et des révoltes sociales sont qualifiés de progressistes. En revanche, analyser la forme particulière d'intégration politique que constitue la nation, c'est traiter de problèmes de « conservateur », donc penser en conservateur. Parce qu'il s'inquiétait de la cohésion sociale des sociétés modernes, Durkheim fut longtemps condamné en ces termes. Les recherches récentes sur le lien social portent d'abord sur les relations entre les individus et les groupes, en continuant à négliger le lien politique et national. Or, il importe de penser aussi le symbolique, l'idéal ou l'idéal – telle l'égalité démocratique –, sans se contenter d'en faire de simples produits des conditions sociales.

La réflexion théorique sur la nation, à laquelle s'étaient consacrés les penseurs continentaux, allemands, italiens ou français, à l'époque triomphante des nations (de Fichte à Mazzini, Renan, Weber ou Mauss), a été ignorée de la science politique anglaise et américaine, malgré les études de Clifford Geertz et de ses collaborateurs¹². Sans doute jugée idéologique et préscientifique, elle n'a pas non plus été reprise dans les pays européens depuis la fin de la Première Guerre mondiale¹³. A l'âge où l'on célèbre, à moins qu'on ne la déplore, la mondialisation des échanges et de toutes les formes de communication, où l'on prône volontiers la fécondité

intellectuelle de l'interdisciplinarité, les entreprises intellectuelles, dans les différents pays, se développent souvent de manière parallèle.

C'est tout particulièrement le cas quand elles portent sur la nation et les nationalismes. Les Français qui cultivent la vanité d'avoir inventé la nation moderne, point de vue que les historiens et les sociologues français acceptent assez volontiers, même s'ils le nuancent, pourraient lire avec profit les jugements que formulent avec simplicité des savants, anthropologues ou sociologues américains de grand renom : « Il y a des États *manqués*, comme il y a des artistes *manqués*, ce que démontre peut-être l'exemple français ¹⁴. » « Sans un tel consensus, l'autorité politique reste le problème politique le plus sensible des nouvelles nations. De plus vieilles nations n'ont jamais été capables de surmonter ces difficultés. La France n'a jamais suffisamment institutionnalisé son ordre constitutionnel. Les loyautés primordiales sont toujours vivantes. L'autorité politique, jamais pleinement intégrée à l'intérieur du cadre de la loi, a fragilisé ce cadre lui-même malgré la structure légale très élaborée de la France comme Etat moderne ¹⁵. » « En France aujourd'hui, l'Etat de droit n'est pas institutionnalisé à ce point et le populisme demeure la principale source de – et la principale menace à – la légitimité qui est accordée aux représentants de l'autorité (...) La France a essayé d'adopter le même système de valeurs que les Etats-Unis : sens de la réussite, principe d'égalité et d'universalité (...) L'échec français vient du fait que, contrairement à l'Amérique, les forces révolutionnaires n'ont pas été assez fortes pour maintenir parmi les groupes sociaux cruciaux un consensus sur les valeurs ¹⁶. » « La guerre d'indépendance américaine a eu pour effet de faciliter l'identification du radicalisme et du nationalisme en France et a renforcé la séduction de la réinterprétation collectiviste (étatique) – et non démocratique – des valeurs de la liberté, de l'égalité et de la nation ¹⁷. » Les critiques que les Français portent sur les Etats-Unis, et en particulier sur l'exclusion de la vie publique des Noirs et des Indiens jusque dans les années 1960 ou sur les discriminations dont les Chinois, Japonais et autres *ethnics* ont été longtemps les victimes, n'ont pas été moins nombreuses. Seule la démocratie anglaise, depuis le temps où Montesquieu et Voltaire exprimaient leur admiration, a partiellement échappé, au moins jusqu'à une date récente, aux jugements sévères que tous les nationaux portent sur les nations voisines.

Aujourd'hui comme à l'époque de Mauss, les sociologues ont « négligé de faire leur part aux individualités surtout nationales, et surtout dans les temps modernes ¹⁸ ». C'est bien Durkheim, le fondateur de l'école française de sociologie, qui écrivait, peu d'années avant cette observation de Mauss, qu'« assurément, le concept de nation est une idée mystique, obscure ». De nos jours, on invoque volontiers une « complexité » si grande qu'elle légitime la paresse à l'analyser. On peut s'en étonner. Pourquoi la nation échapperait-elle à la connaissance rationnelle, maintenant qu'elle n'est plus, pour reprendre la formule de *La Marseillaise*, l'objet d'un « amour sacré » ?

Logique interne ou « cohérence systématique ¹⁹ »

Il ne faut pas en conclure que le « point de vue ²⁰ » de la sociologie en tant que tel ne saurait être fécond. Entre l'historien, qui fait le récit du destin d'une nation particulière, par définition singulière, et le philosophe, qui poursuit l'ambition de Hegel d'élaborer l'Idée de nation, ou, plus modestement, de faire l'histoire de l'Idée de nation à travers l'œuvre des philosophes consacrés, en négligeant, au moins apparemment, les formes concrètes du fait national, le sociologue peut, à partir de l'analyse des expériences historiques, distinguer l'ordre des réalités et celui des idées et des idéologies, avancer des propositions d'une validité générale sur les déterminants sociaux et politiques qui ont été à l'origine de la formation des nations, sur les conditions sociales qui autorisent le fonctionnement de cette société politique particulière, sur les relations régulières qui s'établissent entre les sous-systèmes de toute entité nationale, sur les manières dont l'Idée et les valeurs propres à la nation se sont effectivement incarnées dans les sociétés historiques.

J'étudierai les idées dans leurs relations avec les réalités sociales. « Les idées ne nous intéressent que comme faits ou correspondant aux faits ²¹. » Les analyses qui suivent portent notamment sur des expériences nationales particulières, dont certaines sont invoquées à de nombreuses reprises, dans la mesure où elles apparaissent particulièrement significatives ou illustratives : outre les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, la Suisse, les nouvelles nations que

sont Israël et la Turquie. Si les analyses de cet ouvrage se fondent sur les études historiques, elles ne visent pas à décrire une nation, passée ou contemporaine, particulière, ni à écrire l'histoire de ses institutions ou de ses idées; elles n'ont pas non plus pour objet d'analyser les idées nationalistes et de montrer leur diffusion à l'intérieur d'un pays ou d'un pays à l'autre. En prenant leur origine dans l'observation et l'analyse des réalités sociales, en utilisant les meilleures recherches disponibles, elles ont pour ambition de fournir des instruments intellectuels pour comprendre la nature et l'évolution des nations historiques *en explicitant la logique de l'idée de nation*.

En Europe, où est née l'idée nationale, les intellectuels, et plus particulièrement les historiens, ont été les grands prêtres des idéologies nationales et nationalistes. Les liens étroits entre les débats des intellectuels et les conflits liés aux nations et aux nationalismes ne sont pas une nouveauté. La conférence de Renan serait-elle devenue aussi fameuse si elle n'avait pas été un moment des rivalités et des oppositions entre l'Allemagne et la France? Les intellectuels, souvent eux-mêmes militants, ont formulé – puis célébré – les valeurs qu'invoquaient les nationalistes dans leur action pour revendiquer la reconnaissance de leur ethnie comme nation. À travers leurs textes, on peut étudier les idéologies nationales et nationalistes, non les réalités sociales de la nation. Les sermons des prêtres permettent de connaître l'idéal chrétien qu'ils s'efforcent de diffuser, mais ils ne nous autorisent pas à conclure sur ce que sont les pratiques et les croyances religieuses de leurs ouailles. On peut dire des écrits nationalistes ce que Marcel Mauss écrivait à propos des ouvrages de son temps consacrés aux phénomènes religieux : « Ils traduisent plus ou moins adéquatement les sentiments religieux de leurs auteurs, mais ne nous éclairent pas sur la nature objective de ces sentiments²². »

Les analyses qui suivent ne sont pas destinées à célébrer, justifier ou dénoncer l'idée nationale. En proposant une théorie de la nation, fondée sur le point de vue de la sociologie et la connaissance empirique de la société, qui fasse sa place à la fois aux idées sociales, aux valeurs *et* aux institutions, c'est-à-dire aux formes concrètes que prend la vie collective, on s'efforcera d'échapper, dans la mesure du possible, aux discours idéologiques qu'ont toujours suscités nations et nationalismes. Depuis l'aube des nationa-

lismes, l'idée nationale a été proclamée, revendiquée et exaltée comme *idéal* politique. En 1919, les puissances victorieuses s'efforcèrent de reconstruire l'Europe politique sur le principe dit des nationalités, à savoir la coïncidence de l'ethnie ou de la « nationalité » et de l'organisation politique, qui avait été invoqué pendant tout le XIX^e siècle; on jugeait alors que la nation était *la* forme politique conforme à la nature de l'homme, et, par ce fait, destinée à faire régner la paix universelle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au contraire, on a assisté à de nombreuses dénonciations des méfaits de l'Etat-nation, dont la philippique de Mario Vargas Llosa constitue un exemple brillant. Dès lors, toute explicitation de l'idée nationale risque d'être lue de manière non pas analytique, mais normative.

Précisons donc que, dans le texte qui suit, écrire que le citoyen « doit » respecter la loi ne consiste pas à donner un conseil ou un ordre au nom d'une morale civique et politique – comme on le faisait dans les livres d'instruction civique de nos grands-parents au temps de la nation triomphante –, mais à montrer que cette conduite s'inscrit dans la *logique* même du fonctionnement de la nation démocratique. En dévoiler le sens objectif et formuler les valeurs qui la fondent ne signifie pas qu'on adhère à la nation ou qu'on la défende contre ses détracteurs, politiques ou intellectuels. Pour éviter un nouveau malentendu, d'autant plus facile que le sujet reste chargé de toutes les valeurs liées à la légitimité politique et aux recherches identitaires spécifiques des sociétés modernes, soulignons, une fois encore, qu'il ne s'agit pas ici de proposer un modèle pour l'action politique, mais d'analyser l'idée de la nation, au sens de l'idéal-type. Il va de soi que l'ambition d'objectivité ne peut être pleinement réalisée, qu'elle ne peut rester qu'une idée régulatrice. Mais renoncer à l'effort d'objectivation pour analyser la vie sociale et politique, c'est renoncer à l'entreprise scientifique elle-même. L'analyse sociologique de la nation ne se confond pas avec le discours politique des nationalistes.

En distinguant les ordres, celui des principes, des valeurs ou des idées, d'un côté, celui des réalités concrètes, de l'autre, j'éviterai de condamner, explicitement ou implicitement, les décalages entre les premiers et les seconds. Comme la démocratie elle-même, la nation est à la fois une idéologie et un système politique. Il faut rendre compte de l'une et de l'autre – dans la mesure où les repré-

DOMINIQUE SCHNAPPER
LA COMMUNAUTÉ DES CITOYENS

Sur l'idée moderne de nation

Nous vivons le temps des paradoxes. Partout se propage la contamination du nationalisme, partout s'observe l'affaiblissement de la nation.

La nation est aujourd'hui doublement atteinte : à l'extérieur, par les limitations de sa souveraineté que tracent l'internationalisation des échanges et l'interdépendance des économies ; à l'intérieur, par l'idéologie productiviste qui exalte l'individu et ses intérêts mais ignore le citoyen et ses idéaux.

Car la nation moderne est un projet politique singulier. Née au XVIII^e siècle en Angleterre, aux États-Unis et en France, elle a pour fonction première d'intégrer également chacun à la vie d'une communauté politique et de défendre celle-ci sur la scène internationale. La nation se veut une communauté idéale de citoyens ; elle ne connaît que des égaux et ignore résolument les particularités ethniques, régionales, culturelles, linguistiques, religieuses de chacun. Plus rien ne distingue entre eux les membres de la nation moderne, sinon une langue, une histoire, une volonté de vivre ensemble qui leur ont été inculquées afin de les distinguer collectivement, à la face du monde, des autres nations. Ainsi, la nation moderne est historiquement indissociable de la démocratie et essentiellement opposée au nationalisme. Lequel ne peut vivre que de l'enfermement de chacun dans des particularismes exacerbés. Il n'y a pas de nation par droit du sol ou de nation par droit du sang, vue de l'esprit qui vient buter sur l'unicité de la citoyenneté.

La sociologie, tout attachée à mettre en lumière la réalité contrastée des liens sociaux, n'a, depuis longtemps, plus prêté attention à la nation, communauté politique idéale. De la redécouverte de la nation comme cadre de vie premier, à laquelle nous convie courageusement Dominique Schnapper, nos lendemains diront s'il s'agit d'un chant du cygne. Quel avenir, en effet, pour une communauté de citoyens, quand les uns se réclament de leurs particularismes ethniques ou de leur identité religieuse, quand les autres confondent leurs devoirs de citoyens avec leurs droits de consommateurs ?

Dominique Schnapper, professeur de sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales, est notamment l'auteur de La France de l'intégration, La Relation à l'Autre et Qu'est-ce que la citoyenneté ? (Gallimard).



94-IX A 73884 ISBN 2-07-073884-1

9 782070 738847

Extrait de la publication